

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18412 - 71ÈME ANNÉE

Slogans hostiles à François Hollande et Gilbert Annette pour dénoncer une politique qui n'était pas celle promise en 2012

Le 1er mai tourne à la manifestation anti-gouvernementale



Le cortège arrive devant la mairie de Saint-Denis, un symbole du pouvoir socialiste cible du mécontentement des syndicats.

Nouvelle journée de mobilisation hier contre le projet de loi El Khomri hier à l'occasion du 1er mai. Un défilé à Saint-Denis a rassemblé un millier de personnes selon les syndicats. Il a été marqué par des mots d'ordre contre le président de la République et Gilbert Annette, maire PS de Saint-Denis. Pour le moment, Paris ne veut pas remettre en cause ce projet. La rupture pourrait donc s'aggraver entre les forces vives et les soutiens du gouvernement.



« François Hollande, goute a nou, avèk la pression va aller ». « Retrait, retrait, de la loi travail. Ni amendable ni négociable ».

Le 28 avril dernier, un rassemblement à Saint-Denis et un rassemblement à Saint-Pierre avaient maintenu la mobilisation à La Réunion contre le projet de loi El Khomri. Hier pour le 1er mai, c'était la lutte contre ce projet de loi qui dominait les mots d'ordre.

Le rendez-vous était donné à 9 heures devant le Jardin de l'État. Vers 10 heures, le défilé a commencé à s'organiser. Derrière le bandeau de l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-Solidaires-UNEF, les représentants du syndicat étudiant, puis la délégation de FO, les fédérations de la CGTR, la FSU, Solidaires, le Mouvement travailliste kréolien MTKR, le SAIPER, Lutte ouvrière avec Nathalie Artaud, candidate à la présidentielle, et des soutiens à Jean-Luc Mélenchon. Le collectif citoyen Nuit debout fermait la marche.

Une délégation du Parti communiste réunionnais était présente, avec deux secrétaires généraux, Maurice Gironcel et Ary Yée Chong Tchi Kan.

Déception et sentiment de trahison

Les mots d'ordre comportaient des revendications salariales pour un meilleur partage des richesses. Ce qui différencie ce 1er mai des précédents, c'était la critique de la politique du gouvernement avec une

unanimité contre le projet de loi El Khomri. C'est en effet dans les jours qui viennent que les députés devront examiner ce texte si décrié. Il prévoit en particulier de faciliter les licenciements, et d'affaiblir le rôle des représentants syndicaux élus par les travailleurs.

Le défilé a progressé lentement dans la rue de Paris. Arrivé devant la mairie de Saint-Denis, il a marqué un temps d'arrêt.

La CGTR était très remontée contre les mesures prises depuis 2012 et celles qui sont annoncées pour entrer en application d'ici la fin du mandat du président de la République. Quant à la porte-parole de FO, elle a crié à la trahison. Après avoir fait exploser des pétards, les manifestants ont crié des slogans hostiles au maire de Saint-Denis, Gilbert Annette, et à François Hollande, alors que Huguette Bello n'était pas loin derrière. Les oreilles de la députée de la majorité gouvernementale ont alors été soumises à dure épreuve, car c'est son indispensable allié qui était visé. Candidate du pouvoir aux élections régionales, elle a pour premier colistier celui qui cristallisait le mécontentement.

« Avèk la pression va aller »

Il est déjà arrivé que lors d'un 1er mai, les syndicats dénoncent vigoureusement la politique d'un gouver-

nement. La différence est que cette fois-ci, le gouvernement et les députés de la majorité sont classés à gauche. Lors de la présidentielle de 2012, François Hollande avait obtenu la majorité absolue dès le premier tour, et plus de 70 % des suffrages au second. Ce résultat était notamment la conséquence d'une forte mobilisation des classes modestes qui avaient cru au changement possible.

Hier, des travailleurs ont demandé à François Hollande de s'en aller.

Devant la préfecture, des militants de la CGTR en tête de défilé ont bruyamment renouvelé le message au travers de mots d'ordre hostiles au président de la République et au maire de Saint-Denis : « François Hollande, goute a nou, avèk la pression va aller ». Quant à Gilbert Annette, son nom était scandé dans une chanson qui lui décrivait un sort peu enviable.

Puis le défilé s'est conclu par les prises de parole des représentants syndicaux, tous unanimes pour demander le retrait du projet de loi El Khomri.

À moins d'un an de la présidentielle, la tentative de réforme du Code du Travail est l'élément qui fait exploser le mécontentement des syndicats face à la politique du gouvernement. Pour le moment, Paris ne veut pas remettre en cause ce projet. La rupture pourrait donc s'aggraver entre les forces vives et les soutiens du gouvernement.

M.M.

Édito

Déjà un milliard de travailleurs touchés par le changement climatique

Greenpeace Pays-Bas a obtenu 248 pages confidentielles du projet de traité de libre-échange transatlantique (Transatlantique Free Trade Agreement, TTIP ou TAFTA). Ces documents seront rendus publics intégralement par Greenpeace Pays-Bas ce lundi 2 mai à 11h du matin.

« Ils représentent les 2/3 du texte du traité à l'ouverture en avril du 13e round de négociation entre les États-Unis et l'Union Européenne à New York. Ils recouvrent treize chapitres sur des questions allant des télécommunications aux pesticides, de l'alimentation à l'agriculture en passant par les barrières commerciales.

D'après cette fuite, l'Accord de Paris sur le changement climatique sera mis à mal, car « les intérêts commerciaux ne semblent être soumis à aucune règle ni objectifs de réduction des émissions de CO2. Pire, les mesures de réduction semble être entravées dans les chapitres sur la « coopération réglementaire » et sur « l'accès aux marchés » des biens industriels. Par exemple, la régulation des importations de carburants forts émetteurs de CO2 comme ceux issus des sables bitumineux serait proscrite. »

Les documents présentés montreront aussi que le principe de précaution passe au second plan.

Ces révélations vont être un coup de pied dans la fourmillère, car elles mettent à mal la stratégie du secret poursuivie jusqu'à présent par l'Union européenne de ne pas informer les citoyens des avancées des discussions avec les États-Unis. L'objectif est de réunir dans une seule zone de libre-échange les deux premiers blocs

économiques du monde en termes de PIB : l'Union européenne et les États-Unis.

Aujourd'hui, des éléments de discussion seront mis dans le public. Ils montrent que les discussions se situent bien loin des attentes formulées lors de ce 1er mai. Les travailleurs ne demandent pas un nivellement vers le bas.

Les Réunionnais sont dans la même situation que les Européens. L'Union européenne compte en effet signer avec les États voisins un accord de libre-échange, l'APE. La Réunion étant une région de l'Union européenne, elle est très concernée. En effet, à la différence des régions située en Europe, notre île compte parmi tous ses voisins des signataires de l'APE. La Réunion n'est pas représentée dans les négociations. La France a un rôle d'observateur.

C'est pourquoi voici 10 jours, à la veille de la conférence de coopération régionale, le PCR a demandé à Luc Hallade, ambassadeur de France à la coopération régionale, de communiquer à l'opinion le contenu des discussions de cet accord commercial.

Les révélations de Greenpeace rappellent que des discussions placées sous le sceau du secret peuvent avoir des fuites. Souhaitons que l'ambassadeur de France n'attende pas que le texte soit publié dans la presse pour accéder à cette demande du PCR.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oté

**In éstratézi gagnan-gagnan ?
Ni vé bien.
Mé in éstratézi gagnan bati ?
Sa i bote pan pou ditou**

Mi pans, si zot i suiv in pé lo l'aktyalité, zot la aprann ké bann résponsab nout parti la fé in domann piblik mésyé l'anbasadèr La Frans avèk la COI, Mésyé Hallade, pou domann ali pou rann piblik bann trété éropéin. Kèl kalité trété ? Sa bann APE donk bann z'akor pou in parténarya ékonomik.

In bon n'afèr sa ? A ouète ! In bon n'afèr pou ki ? Pou la Rényon ? Dabor pou ète in bon n'afèr i fo konète koué nana dodan é kisa i pé konète bien koué nana dodan ? Bann moun dan la Coi. Dakor ! Bann roprézantan l'erop ? Dakor. La Frans ? Pètète mé konm li lé sinploman in manm obsèrvatèr dann la Coi lé in pé étonan pou moïn ké li koné a-fon lo trikmardaz.

Trikmardaz ? Sa sé in magouye. In magouye pou la favèr sak nana in l'intéré dodan. In magouye kont ki ? Kont sak lé destiné pou ète lo dindon dann la fars é kisa i doi z'ète so dindon-la ? Pa La Frans pars èl na d'ot z'intéré an vu, é pars l'intéré La Rényon èl lé pa la èk sa, èl i s'anfou dsa. Lo dindon sé nou, rényoné é pli-pir ankòr ni koné pa avèk kèl sos ni sava ète manzé.

Justin

« Vyé shat i èm ti-souri tann ! - In kozman po la rout

Nou la touzour koni - touléka ni pans !- in vyé shat lé pli malin k'in jenn. Li shoizi son manjaye : li koné kosa lé bon pou in palé lo shat é kosa lé pa bon. I paré li évit trap in ra miské, pars okin shat i manj in kalité jibyé konmsa. Donk si i oi inn la krévé, la pa li ké la tyé. Si li la tyé in souri sé pou li manjé é par proférans in souri tann, i kour pa tro vite, i fé pa dé fyenk an kouran épi la shèr lé bon. Kosa sa i vé dir ankòr ? Sa i vé dir galman in moun, an zénéral, in n'onm d'afèr, li asosyé avèk in jenn moun mé pou roul l'ot dann la farine. Mé fyé in vyé z 'onm d'afèr pars li mète aou dsi l'ki avan ké ou na la tan konprann. Ni artrouv domin si zot i vé bien !